

Groupe de coopération internationale du
Conseil de l'Europe sur les drogues et les
addictions



P-PG/Med (2022) 15
14 November 2022

MedNET¹

-

Réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions

Projet de rapport d'activités MedNET 2022

¹ Page web : <https://www.coe.int/en/web/pompidou/activities/mednet>

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	3
Introduction : Le réseau MedNET	5
I. Activités spécifiques aux pays	8
II. MedSPAD	19
III. MedNET et participation aux activités du Groupe Pompidou	20
IV. MedNET et la politique de voisinage du Conseil de l'Europe	21
V. MedNET et les autres organisations internationales	22
VI. MedNET et les droits de l'homme	23
VII. MedNET et la dimension de genre dans les politiques en matière de drogues .	25
VIII. Projet MedNET sur la justice pénale et la santé en milieu carcéral	25
IX. Rôle du secrétariat de MedNET dans l'administration et	27
la coordination du réseau	27
X. Budget et dépenses de MedNET	29
Annexe I : Activités MedNET lancées en 2022	33
Annexe II	35
Annexe III : Liste des correspondants MedNET en 2022	37

Avant-propos

Mme Leda CRISTODOULOU (Chypre)

Présidente du réseau MedNET (année 2022)

MedNET est un groupe unique, qui donne à ses membres l'opportunité de travailler collectivement pour s'assurer que tout le monde dans la région méditerranéenne adopte des politiques de drogues basées sur les droits de l'homme et encourage la mise en œuvre des meilleures pratiques. L'objectif est que les enfants, les jeunes et tous les citoyens de la région aient accès à des services de prévention, de traitement, de réduction des risques et de soutien social, dans un environnement sûr et protégé de tous les types de dépendance.

À Chypre, l'objectif de l'Autorité nationale de lutte contre les addictions est de développer des actions pour que les enfants et les jeunes puissent adopter un mode de vie sain, de leur offrir des opportunités de renforcer leurs compétences, de consolider leur personnalité et de leur donner ces compétences pour adopter une vie de qualité et productive, loin des addictions. Dans le même temps, les personnes qui ont besoin d'un soutien et d'un traitement pour des problèmes de dépendance, doivent être traitées dans le cadre de la santé publique, sans être stigmatisées. Nous comptons ainsi sur un Réseau méditerranéen avec des politiques dans le domaine des addictions qui respectent les droits de l'homme et le caractère unique de l'individu. Notre objectif est de faire en sorte que les interventions soient adaptées aux caractéristiques et aux besoins des groupes vulnérables de la population, et que l'accessibilité de tous les citoyens au traitement et leur réinsertion sans heurts dans la société soient assurées.

Le Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe apporte un grand soutien à tous ses membres pour élargir les politiques afin d'inclure les comportements de dépendance liés à la consommation de substances légales et illégales telles que l'alcool et le tabac, ainsi que les nouvelles formes de dépendance telles que les jeux d'argent et de hasard en ligne.

La période qui a suivi la pandémie de covid19 a laissé les individus encore plus isolés et déprimés, rendant les personnes déjà vulnérables encore plus susceptibles d'abuser de substances. La liberté retrouvée s'est accompagnée de mouvements transfrontaliers et, par conséquent, d'un afflux important de substances illicites sur le marché. Ce changement brutal dans la disponibilité des substances exige une nouvelle approche, et une approche interdisciplinaire est nécessaire pour faire face aux tendances émergentes et au nouvel état des lieux dans l'ensemble de la région méditerranéenne.

Les citoyens ont donc davantage besoin de sentir qu'ils appartiennent à une communauté plus large, au-delà des frontières nationales. L'importance d'établir une communauté axée sur la santé publique dans le respect des droits de l'homme à travers ses actions est plus évidente que jamais. L'interaction entre la politique, la pratique et la science est primordiale pour que nous puissions réussir et relever efficacement tous les nouveaux défis dans le domaine des dépendances.

Les 18 pays MedNET, avec le soutien du Groupe Pompidou, par la promotion de programmes d'échange de connaissances et de bonnes pratiques mises en œuvre pendant la pandémie, de nouveaux outils technologiques pour promouvoir la santé publique, de nouvelles recherches et des possibilités de formation continue pour les professionnels, permettront la réouverture efficace, sûre et équitable de tous les services de santé.

Imaginons donc la région méditerranéenne de demain où chacun a le droit d'accéder aux services de soutien de l'État et, surtout, où chacun répond aux critères de son droit à la santé.

Introduction : Le réseau MedNET

Groupe Pompidou

Le Groupe Pompidou offre un forum multidisciplinaire où les décideurs politiques, les professionnels et les chercheurs de la Grande Europe et au-delà peuvent partager leurs expériences et leurs informations sur la consommation et le trafic de drogues. Créé à l'initiative du président français Georges Pompidou en 1971, il est devenu un accord partiel du Conseil de l'Europe en 1980. Aujourd'hui, en 2022, il regroupe 41 Etats membres : 38 sur les 46 États membres du Conseil de l'Europe, plus le Mexique, le Maroc et l'Israël.

En 2021, le Groupe Pompidou a adopté un nouveau statut et a étendu son mandat pour inclure les comportements de dépendance liés aux substances licites (telles que l'alcool et le tabac) et les nouvelles formes de dépendance (telles que les jeux d'argent et de hasard sur Internet) et a mis l'accent sur les droits de l'homme. Le Groupe a changé son nom officiel de "Groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic de drogues" en "Groupe de coopération internationale du Conseil de l'Europe sur les drogues et les addictions".

MedNET

MedNET est le réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions du Groupe Pompidou.

En 2017, il a adopté un document de consensus (P-PG/Med (2017) 24 E) qui a été approuvé par les correspondants permanents du Groupe Pompidou. MedNET fait partie intégrante du programme de travail du Groupe Pompidou. MedNET promeut la coopération, l'échange et le transfert mutuel de connaissances entre les pays des deux rives de la Méditerranée, tout en respectant les droits de l'homme et l'égalité des sexes.

Créé en 2006 à la suite d'une étude de faisabilité menée par la France et les Pays-Bas, le groupe jouit d'une grande notoriété et n'a cessé de s'élargir, géographiquement et thématiquement, contribuant à l'élaboration de réponses efficaces et appropriées. Son mandat est adopté dans le cadre du programme de travail du Groupe Pompidou.

Le réseau est composé de dix-huit pays : Algérie, Chypre, Croatie, Égypte, France, Grèce, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Palestine*, Portugal, Tunisie, Turquie et depuis 2019 Espagne et Suisse, la Slovénie a rejoint le réseau en 2022. Sur ces dix-huit pays, onze sont également membres du Groupe Pompidou.

La Commission européenne et l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) participent aux réunions en tant qu'observateurs.

Depuis 2006, les pays MedNET ont travaillé ensemble pour lancer et mener des projets ambitieux, en s'appuyant sur la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et Sud-Nord pour assurer leur succès. Le réseau MedNET vise à promouvoir l'interaction entre la politique, la pratique et la science, en permettant d'adapter la mise en œuvre des projets aux conditions des différents pays.

La question des conduites addictives représente un défi majeur pour nos sociétés et appelle une réponse globale, fondée sur les droits de l'homme, qui associe la prévention, la santé, la lutte contre le trafic de drogue et la répression, ainsi que la formation et la recherche. Il est donc crucial de développer une coopération dynamique, y compris avec la société civile, qui reflète l'engagement pris par tous les membres du réseau.

Le document de consensus énonce les principes de base de cette coopération et définit des objectifs communs. Il ne vise pas à créer des droits ou des obligations juridiques pour les pays participants et repose sur un consensus.

* Cette désignation ne doit pas être interprétée comme la reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice des positions individuelles des États membres du Conseil de l'Europe sur cette question.

Principaux objectifs de la coopération L'objectif à long terme de MedNET est de promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques cohérentes en matière de drogues et de comportements addictifs, sur la base de connaissances scientifiquement validées.

Les pays participants s'engagent à soumettre des projets pour lesquels l'implication du réseau apportera une réelle valeur ajoutée. Tous les projets doivent être conçus et mis en œuvre en accordant une attention particulière aux droits de l'homme et en tenant compte des questions d'égalité des sexes.

Priorités

La priorité est donnée aux sujets suivants :

- Prévention des comportements addictifs
- Promotion de la collecte de données fiables, objectives et comparables et création ou soutien d'observatoires nationaux
- Développement de stratégies nationales équilibrées
- Soutien social et soins de santé pour les personnes ayant des comportements addictifs, réduction des risques et des dommages.
- Répression et lutte contre le trafic de drogues
- Formation et recherche

Participation

L'adhésion à MedNET présuppose un engagement volontaire et un intérêt mutuel. Tout pays méditerranéen et tout autre pays intéressé par cette coopération peut devenir membre. Pour adhérer au réseau, le ministre responsable de la politique en matière de drogues envoie une lettre d'engagement au secrétaire exécutif du Groupe Pompidou et désigne un représentant national habilité à prendre des engagements au nom de son gouvernement.

Président

Les postes de président et de vice-président sont occupés pour une période d'un an par un pays du nord de la Méditerranée et un pays du sud de la Méditerranée en alternance. Afin d'assurer la continuité des travaux, il est prévu que le vice-président reprenne le poste de président l'année suivante. L'élection se fait par consensus.

Secrétariat

Le secrétariat du Groupe Pompidou est responsable de la mise en œuvre du programme de travail et du bon fonctionnement du réseau et cherche à assurer une synergie entre les travaux du Groupe Pompidou et ceux des autres entités du Conseil de l'Europe.

Il gère le budget de MedNET, composé de contributions volontaires des pays membres du Groupe Pompidou et d'autres sources de financement (Conseil de l'Europe, Commission européenne, etc.).

Réunions

Le comité directeur, composé des représentants des pays participants, se réunit au moins une fois par an pour adopter le programme de travail sur la base des projets soumis par chaque pays, pour examiner la mise en œuvre des projets en cours et pour discuter des activités futures.

L'EMCDDA participe au comité directeur et partage son expertise, notamment en matière de collecte et d'analyse des données et de soutien aux observatoires nationaux.

En 2022, le comité s'est réuni deux fois : en ligne le 10th février et en présence à Chypre les 18 et 19 octobre.

Méthodes de travail

MedNET facilite la reconnaissance, la diffusion et l'appropriation de bonnes pratiques et d'approches éprouvées en partenariat avec d'autres acteurs nationaux et internationaux clés travaillant dans la région. Ainsi, les pays participants, par l'intermédiaire de leurs représentants, partagent leurs connaissances et leur savoir-faire, fournissant au réseau des données scientifiquement validées dans tous les domaines pertinents.

Les pays participants s'engagent à alerter leurs autorités nationales compétentes de toute activité menée par MedNET.

Les projets nationaux et régionaux mis en œuvre sont décrits dans le rapport d'activité annuel. Tout le travail effectué par le réseau MedNET fait l'objet d'une évaluation régulière et approfondie.

Financement

Les pays participants s'engagent à contribuer au budget de MedNET, financièrement ou par la mise à disposition de ressources, afin d'assurer la mise en œuvre du projet.

Chaque projet est financé en partie par le pays demandeur, par une contribution financière ou en nature.

I. Activités spécifiques aux pays

Outre la participation des pays MedNET au comité de pilotage MedNET et au comité MedSPAD, les pays de la rive sud de la Méditerranée entreprennent des activités spécifiques à leur pays après l'acceptation des propositions d'activités par le comité de pilotage.

Les activités spécifiques à chaque pays apparaissent ci-dessous. .

- **Algérie**

Participe au comité MedSPAD

- **Croatie**

Participe au comité MedSPAD.

- **Chypre**

Préside le comité directeur de MedNET (2022-2023)

A accueilli le comité le 18 octobre et organisé la visite d'étude à la prison de Nicosie le 19 octobre dans le cadre du projet MedNET Justice pénale et santé en prison.

Participe au comité MedSPAD.

- **Égypte**

Participation en ligne à la réunion du comité MedSPAD le 14 juin 2022. En 2022, l'Égypte a poursuivi les projets en cours et en a lancé de nouveaux.

1. Enquête nationale MedSPAD

L'Égypte a lancé la première enquête MedSPAD du pays à l'échelle nationale fin 2020, après une enquête MedSPAD locale en 2015.

Objectifs du projet : L'objectif du deuxième projet (MedSPAD) (2020) était de détecter la prévalence de la consommation de tabac, d'alcool et d'autres drogues et de la dépendance aux jeux sur Internet dans un échantillon d'étude couvrant les 27 gouvernorats égyptiens et incluant tous les types d'écoles (primaires, préparatoires et secondaires : écoles gouvernementales et privées).

Statut du projet : Le travail de terrain qui a été réalisé en 2020 a inclus 1000 écoles couvrant les 28 gouvernorats d'Egypte. La collecte et la saisie des données sont terminées et le rapport a été rédigé et envoyé aux coordinateurs des 4th rapport régional MedSPAD.

2. Développement du plan stratégique de traitement des addictions et de gestion des crises 2021-2025

Objectifs du projet :

- ✓ Élaborer un plan de travail du gouvernement en matière de prévention, de traitement et de réhabilitation des toxicomanes.
- ✓ Introduire un chapitre pour faire face aux situations d'urgence et aux adversités

*Le projet a été lancé en septembre 2021 et devrait se terminer le 31 août 2022.
Coût estimé : 13 645 €.*

3. Développement d'un modèle de soins pour les patients présentant un double diagnostic

Objectifs du projet :

- ✓ Développer un modèle de soin spécifique pour la prise en charge de patients présentant un double diagnostic
- ✓ Former les fournisseurs de service

*Le projet a été lancé en avril 2021 et s'est terminé le 31 mars 2022.
Coût estimé : 5870 €*

4. Développement d'un programme de services de soins intermédiaires et de soins d'urgences

Objectifs du projet:

- ✓ Développement d'un modèle national de prise en charge pour les services de soin intermédiaires dans les hôpitaux du GSMHAT.
- ✓ Formation des services de prise en charge d'urgence des addictions.
- ✓ Prise de conscience de la communauté quant à la façon de reconnaître et de prendre en charge un patient qui consomme des drogues dans une situation d'urgence.

Statut du projet:

- Le manuel a été élaboré et imprimé. Il est divisé en sept chapitres, chaque section est consacrée à une situation d'urgence et à la façon de la gérer.
- Une campagne d'information a été conduite dans 3 gouvernerats avec une distribution de dépliants en arabe. La campagne a été conçue pour désigner trois catégories principales et elle est lancée sous le titre : "Comment sauver une vie humaine".
- Deux formations de trois jours ont eu lieu: la première sur le modèle de soins, avec en public cible, des psychiatres . La deuxième a ciblé des prestataires de soins de santé sur le modèle de soins en situation d'urgence auprès des consommateurs de drogues. Chaque campagne s'est déroulée dans trois hôpitaux avec une formation en présence et des cours en ligne.

*Le projet a été lancé en Janvier 2021 et s'est terminé le 31 janvier 2022.
Coût estimé: 16 000 €.*

- **France**

Participe au comité MedSPAD, est un donateur régulier à MedNET.

En 2022, une série de formations sur l'entretien motivationnel a été suivie par un groupe de 12 psychiatres tunisiens et a été dispensée par une agence de formation française.

- **Grèce**

Participe au comité MedSPAD.

- **Italie**

Participe au comité MedSPAD, les consultants scientifiques de MedSPAD étant issus de l'Institut CNR de Pise. L'Italie est un donateur régulier de MedNET.

- **Jordanie**

Participe au comité directeur de MedNET.

L'atelier sur la prévention et la prise en charge des adolescents et des jeunes qui consomment des drogues s'est déroulé les 18 et 20 juillet 2022 à Amman.

Deux experts égyptiens de haut niveau sont intervenus en tant que formateurs. Ils ont été nommés par le General Secretariat of Mental Health.

Le cours a permis à tous les participants du Département Anti-Drogues, du Ministère de la Santé et du Ministère des Affaires Sociales d'acquérir une expertise nécessaire à leurs besoins actuels et futurs dans le domaine de la prise en charge des adolescents et de la jeunesse, de la prise de conscience et de la prévention des rechutes, ainsi que dans l'implication des familles avec la psychologie de l'adolescence et l'Adolescent Community Reinforcement Approach dans leur prise en charge et suivi.

Cette formation témoigne d'une initiative de coopération Sud-Sud réussie.
Coût estimé : 3625 €

La visite d'étude sur la prévention et la prise en charge des adolescents et des jeunes qui consomment des drogues aura lieu en automne en Egypte

Coût estimé : 10 000 €

- **Liban**

Participe au comité MedSPAD.

1. Mise en œuvre de la loi sur les drogues

L'objectif du projet était d'améliorer la compréhension des articles 193 et 194 de la loi libanaise sur les drogues parmi les procureurs publics et les responsables de l'application de la loi.

Le ministère de l'Intérieur et de la Municipalité a reconnu l'une des principales lacunes dans la mise en œuvre de la loi, principalement la non-application des articles 193 et 194 qui permettent aux procureurs d'orienter les personnes vers un traitement dès le début de l'arrestation au lieu de les poursuivre, et le fait que les personnes arrêtées ne connaissent pas leurs droits. L'application de l'article 194 est essentielle pour détourner les personnes qui consomment des drogues du système de justice pénale et les orienter vers un système qui leur offre le soutien dont elles peuvent avoir besoin.

De plus, l'inclusion d'affiches dans les centres de détention souligne le rôle des forces de l'ordre dans le respect et la promotion des droits des personnes arrêtées, en particulier dans les situations où elles en ont le plus besoin. Ces affiches font donc des forces de l'ordre un acteur principal et un partenaire dans la protection et la promotion des droits des personnes

qui consomment des drogues au Liban, en donnant aux personnes qui consomment des drogues les moyens de connaître leurs droits et de les exiger ; elles rendent également chaque agent personnellement responsable de l'application de la loi.

A la demande du Chef du Bureau Central des Drogues qui tenait à donner le maximum d'informations à ses agents et aux personnes arrêtées, les affiches seront complétées par une brochure qui détaillera comment joindre le Comité de Dépendance aux Drogues, et quels sont les centres habilités à recevoir les cas référés par la justice.

Période de mise en œuvre : du 1/11/2018 au 30/11/2019 avec prolongation de la mise en œuvre jusqu'au 31/12/2021.

Coût estimé à 14 500 €.

Les multiples obstacles rencontrés par ce projet ont contraint l'équipe de mise en œuvre à restructurer ou à annuler des activités. En conséquence, 7888 euros n'ont pas été dépensés sur le budget. Après s'être réuni avec le Secretariat du Groupe MedNET-Pompidou, il a été convenu que Skoun soumettra une nouvelle note conceptuelle pour s'appuyer sur les étapes franchies au cours de ce projet afin de soutenir les efforts de réforme de la politique des drogues.

2. Ouvrir la voie à des politiques fondées sur des données probantes

Le projet a démarré en mars 2021. La première étape a consisté à communiquer avec le responsable du Comité des addictions pour l'informer des étapes de la mise en œuvre du projet et obtenir son accord. Le projet a été accueilli très positivement et jugé important pour le fonctionnement du CAD qui a demandé une autorisation officielle du Ministère de la Justice.

Une réunion a eu lieu avec le directeur général du ministère de la Justice qui a exprimé son intérêt pour le projet, mais en raison de la nature du soutien offert au ministère par le biais de ce projet, une approbation officielle de la part du ministre était nécessaire. L'équipe travaille actuellement à l'organisation d'une réunion avec le nouveau ministre de la Justice nommé en septembre.

La première version de l'analyse documentaire et des indicateurs a été finalisée, et l'équipe du projet recueille actuellement les commentaires du Programme national de santé mentale et du chef du Comité sur les addictions.

En parallèle, des techniciens sont consultés pour mettre en place un programme de collecte de données spécifique au comité des addictions.

Période de mise en œuvre : du 1/03/2021 au 31/10/2021 avec prolongation de la mise en œuvre jusqu'au 30/09/2022.

Coût estimé à 14 000 €.

5. Enquête MedSPAD

Après une première enquête menée en 2008, le Liban a décidé de mener une deuxième enquête nationale MedSPAD, basée sur la nouvelle méthodologie et le questionnaire 2020 révisé. La conception de l'enquête et le questionnaire basé sur la nouvelle méthodologie et le questionnaire 2020 sont prêts pour le lancement de l'enquête en automne 2022. La personne responsable de l'enquête MedSPAD au Liban a participé aux réunions du Comité MedSPAD.

Période de mise en œuvre : du 1/05/2020 au 28/02/2021 avec une extension de la mise en œuvre jusqu'au 30/04/2023 en raison des circonstances très difficiles dans le pays.

Coût estimé : 30 160 €.

6. Cours en addictologie à Beyrouth

Cette formation en addictologie s'étend sur deux années universitaires. Elle porte sur les aspects biologiques, psychologiques et sociaux des troubles liés à la consommation de substances et des addictions comportementales. Elle aborde également les méthodes de prévention en addictologie ainsi que les différentes législations nationales et la protection des droits de l'homme.

Cette formation introduit une dimension de genre dans son programme et accordera une attention particulière aux spécificités et aux besoins des femmes, qui n'ont jamais été inclus dans une formation spécifique en addictologie au Liban, ainsi qu'aux populations vulnérables, notamment la population LGBT, les adolescents et la population carcérale.

Il s'agit de la seule formation solide en addictologie disponible au Liban et dispensée gratuitement.

Il est dispensé par l'Association Francophone pour les Maladies Mentales (AFMM), par les chefs du département de psychiatrie de l'Université du Liban et de l'Université St Joseph, dont la réputation et le sérieux sont unanimement reconnus au Liban.

Période de mise en œuvre : d'octobre 2021 à juin 2023

Coût estimé : 36 000 €.

Coût estimé 2021-2022 : 12 800 €

• Maroc

1. **Guide national et module d'e-learning pour le renforcement des capacités des sociétés civiles dans les interventions de prévention de la consommation de substances psychoactives adaptés au contexte marocain.**

La publication du guide a eu lieu au début de l'année 2021.

Le module d'apprentissage en ligne est en cours de préparation.

Période de mise en œuvre : du 1/09/2019 au 31/03/2020 avec une prolongation de la mise en œuvre jusqu'au 31/03/2021.

Coût estimé à 20 200 €. Les multiples obstacles rencontrés par ce projet ont obligé l'équipe de mise en œuvre à restructurer ou à annuler certaines activités. Pour cette raison, le Secrétariat a récupéré 9407.52 €.

Le manuel a été traduit en arabe. Coût estimé: 2126,45 €.

2. **Réseau Maroc Addicto Remad, le premier réseau de praticiens travaillant dans le domaine des addictions**

Mis en place lors d'une première réunion le 17 septembre 2019, le réseau s'est réuni en ligne en 2020 et en 2021.

Période de mise en œuvre : du 1/05/2019 au 30/04/2020 avec une prolongation de la mise en œuvre jusqu'au 15/06/2021.

Coût estimé : 104 860 MAD (10 000 €). Les multiples obstacles rencontrés par ce projet ont obligé l'équipe d'exécution à restructurer ou à annuler certaines activités et certaines ont dû être remboursées par la Ligue de Rabat-Salé pour la santé mentale 42 809 MAD.

3. Diplôme d'addictologie délivré par la Faculté de médecine de Rabat

Dans le cadre de ce programme mis en place en 2009 avec le ministère de l'éducation et le ministère de la santé avec le soutien de MedNET, 105 bourses ont été attribuées au fil des ans à des bénéficiaires sélectionnés par le ministère de la santé parmi des étudiants en psychiatrie, des psychiatres, des psychologues cliniques, des médecins généralistes travaillant dans les secteurs de la santé et des prisons.

La session 2021 2022

Le nombre d'étudiants : 15

Période de mise en œuvre du diplôme d'addictologie 2021 2022 : Octobre 2021 à juin 2022

Coût estimé : 18 000 €.

La session 2022 2023

Le nombre d'étudiants : 15

Période de mise en œuvre du diplôme d'addictologie 2022 2023 : Octobre 2022 à juin 2023

Coût estimé : 18 000 €.

4. Diplôme d'addictologie délivré par la Faculté de médecine de Casablanca

La rentrée **2020-2021** (première année) marque la 5^{ème} année de ce diplôme, avec 15 étudiants financés par MedNET. Les cours se déroulent désormais à l'*Institut marocain de thérapie cognitive et comportementale*.

2021 2022

Le nombre d'étudiants : 15

Période de mise en œuvre de 2022-2023 : Octobre 2021 à juin 2022

Coût estimé : 18 000 €.

2022 2023

Le nombre d'étudiants : 15

Période de mise en œuvre de 2021-2022 : octobre 2022 à juin 2023

Coût estimé : 18 000 €.

5. Diplôme d'addictologie délivré par la Faculté de médecine de Marrakech

Un nouveau diplôme a été lancé à la Faculté de médecine de Marrakech pour 18 étudiants en 2019-2020. En 2020-2021, le cours s'est déroulé en ligne.

2021 2022

Période de mise en œuvre 2021-2022 : octobre 2021 à décembre 2022

Coût estimé : 18 000 €.

2022 2023

Période de mise en œuvre 2022-2023 : Janvier 2023 à juin 2023

Coût estimé : 18 000 €.

6. Diplôme d'addictologie délivré par la Faculté de médecine de Tanger

Un nouveau diplôme a été lancé à la Faculté de médecine de Tanger pour 15 étudiants.

2022 2023

Période de mise en œuvre 2022-2023 : Octobre 2022 à juin 2023

Coût estimé : 15 000 €.

7. Formation en addictologie pour le personnel infirmier.

Il s'agit d'une nouvelle activité pour le Maroc :

Une session de formation de 5 jours dans le domaine des addictions sera offerte à 20 infirmières : 10 de Rabat et 10 d'autres régions.

L'objectif sera de répondre au manque de formation de cette catégorie de personnel médical.

Le résultat escompté serait d'obtenir un groupe d'infirmières formées en addictologie, de renforcer la motivation et de mettre en place un réseau national d'infirmières.

Période de mise en œuvre : du 01/10/2022 au 31/03/2023

Coût estimé : 10 628 €.

8. MedSPAD IV

Le Maroc a lancé la quatrième enquête MedSPAD au niveau national en décembre 2021. Les données ont été collectées et analysées. Le rapport final a été soumis aux coordinateurs régionaux du rapport MedSPAD 4th (équipe CNR). Le responsable du comité MedSPAD a présenté les principaux résultats de l'enquête lors de la réunion du comité MedSPAD du 14 juin 2022, Paris.

Période de mise en œuvre : du 30/06/2020 au 30/06/2021 avec une extension de la mise en œuvre jusqu'au 30/04/2022 en raison des circonstances très difficiles dans le pays.

Coût estimé : 17 000 €.

- **Malte**

Participe au comité MedSPAD.

- **Palestine***

A participé pour la deuxième fois en 2022 au comité MedSPAD.

- 1. Formation au renforcement des capacités en matière d'addictologie et de prévention**

La formation de renforcement des capacités en matière d'addictologie et de prévention a eu lieu à Bethléem du 27 au 30 juin 2022, après deux ans de report. La formation a été suivie par 30 participants palestiniens - principalement des médecins et des travailleurs sociaux dans le domaine de l'addictologie. La formation a été animée par deux formateurs internationaux (de Grèce et de Chypre). Une visite du Centre national palestinien de réhabilitation à Bethléem a été organisée pour les experts et pour le Secrétariat de MedNET/Groupe Pompidou.

Coût estimé : 16 034 €.

- 2. Fournir aux établissements de traitement des toxicomanies des distributeurs automatiques de méthadone liquide.**

Le projet visait à répondre aux besoins des personnes qui consomment des drogues en Palestine* en termes de soins et de traitement de la dépendance et ainsi améliorer la santé mentale et le bien-être de la population. Ce projet voulait répondre à un besoin urgent en Palestine* de fournir ces machines pour apporter un soutien aux personnes qui souffrent d'une dépendance aux opiacés et qui utilisent la méthadone comme traitement agoniste des opiacés.

Date de mise en œuvre : Du 1/04/2021 au 31/12/2021 a été prolongé puis le contrat a été arrêté.

Coût estimé : 13 000 €. En raison d'une augmentation du prix, ce projet a malheureusement dû être annulé et l'avance a dû être remboursée.

5. Programme de réduction des risques pour les personnes souffrant de troubles liés à la consommation de substances et intervention de prévention de la violence sexiste axée sur la consommation de substances en Palestine*.

Depuis 2021, le Secrétariat MedNET soutient la mise en œuvre d'interventions de réduction des risques en Palestine*. La réduction des risques est un ensemble de politiques, de programmes, de services et d'actions qui visent à réduire les dommages causés aux individus, aux communautés et à la société par les drogues, y compris l'infection par le VIH. Selon l'Organisation mondiale de la santé, la réduction des risques est essentielle à la prévention de l'infection par le VIH chez les personnes qui s'injectent des drogues (PWID) et leurs partenaires sexuels. La réduction des risques se concentre sur les aspects sanitaires liés à la consommation de drogues et sur les dommages et risques qui y sont liés. Ce projet vise à réduire les dommages pour les patients qui utilisent des drogues, à réduire le nombre d'overdoses, à développer des pratiques pour de nouveaux protocoles et stratégies de traitement. En outre, les autorités nationales palestiniennes* développeront des activités et des stratégies visant à accroître l'accessibilité au traitement et aux soins pour les femmes souffrant de troubles liés à la consommation de drogues, y compris en milieu carcéral, à accroître la sensibilisation et à réduire la stigmatisation, ainsi qu'à développer des mécanismes de prévention de la violence sexiste à l'encontre des femmes qui consomment des drogues et des femmes dont des membres de la famille souffrent de troubles liés à la consommation de drogues.

Période de mise en œuvre : du 01/05/2022 au 31/12/2022.

Coût estimé : 50 000 €.

• Portugal

Le Portugal a assuré la présidence du Groupe Pompidou entre 2019 et 2022.

Participe au comité MedSPAD.

Le SICAD du Portugal est le co-organisateur de Lisbonne Addictions. En raison du contexte actuel de la pandémie de COVID-19 et pour la sécurité de tous, la quatrième conférence de Lisbonne sur les addictions a été reportée au 23-25 novembre 2022. Les frais de conférence ont été offerts par le Portugal à 17 participants de MedNET.

• Espagne

L'Espagne a accueilli des visites d'étude dans le cadre de MedNET en 2017, 2018 et 2019. En juin 2019, l'Espagne a officiellement adhéré à MedNET et a rejoint le comité MedSPAD et participe depuis aux réunions du comité directeur de MedNET.

En décembre 2020, l'Espagne a apporté une contribution volontaire de 200 000 € aux activités de MedSPAD.

Du 26 au 30 septembre 2022, l'Espagne accueillera une visite d'étude sur le traitement des agonistes des opiacés pour une délégation de 6 médecins algériens.

- **Suisse**

La Suisse a rejoint MedNET en 2018 et a versé une contribution volontaire en 2021 et en 2022.

- **Tunisie**

Participe au comité MedSPAD et a présidé le comité directeur de MedNET en 2020 et 2021.

Une avancée importante, résultant de la dynamique induite par le réseau MedNET, est l'adoption de " la stratégie nationale de prévention, de réduction des risques et de prise en charge des troubles liés à l'usage de substances psychoactives illicites dans la communauté et en milieu carcéral pour la période 2021 - 2025 " ainsi que la mise en place du comité de pilotage du plan d'action de cette stratégie (décret du ministre de la santé du 28 juin 2021).

Plusieurs projets sont menés sur la période 2019-2022 :

1. ***Diplôme d'addictologie délivré par les facultés de médecine de Tunis, Monastir et Sfax.***

Introduit en 2011, le cours de la faculté de médecine de Tunis est destiné aux médecins généralistes, aux médecins travaillant dans les écoles, les universités et les prisons, aux étudiants en psychiatrie, aux psychiatres travaillant dans les secteurs privé et public, aux psychologues cliniques et aux psychologues travaillant dans les ONG.

Les cours à Tunis, ont été suspendus pendant l'année académique 2020-2021 en raison du COVID 19.

Les cours ont repris en novembre 2021 à Tunis et, afin de répondre aux besoins, ont été suivis de deux cours supplémentaires organisés par les facultés de Monastir et de Sfax.

Période de mise en œuvre des cours d'addictologie à Tunis (octobre 2021-juillet 2022) :
Coût estimé : 6 000 €.

Période de mise en œuvre des cours d'addictologie à Monastir (octobre 2021-juillet 2022) :
Coût estimé : 6 000 €.

Période de mise en œuvre des cours d'addictologie à Sfax (octobre 2021-juillet 2022) :
Coût estimé : 6 000 €.

2. ***Formation sur l'entretien de motivation.***

MedNET/Groupe Pompidou a mis en œuvre un projet de formation avancée à l'entretien motivationnel pour 12 professionnels de santé tunisiens ayant déjà reçu une formation à l'entretien motivationnel. Dans ce contexte, un appel d'offres a été lancé et le contrat final a été attribué à l'AFDEM (Association Francophone de Diffusion de l'Entretien Motivationnel). L'objectif de cette formation en ligne est de consolider et d'approfondir les bases en entretien motivationnel acquises dans le cadre des formations précédentes.

*Période de mise en œuvre : du 10/05/2022 au 31/12/2022
Coût estimé : 17 000 €.*

3. Prévention de la dépendance chez les adolescents pratiquant des activités sportives

La Société tunisienne d'addictologie, STADD, est responsable du développement de trois cycles de formation pour les entraîneurs et les éducateurs sportifs (notamment dans les clubs de football) afin de les sensibiliser aux addictions chez les jeunes et de les aider à guider les jeunes ayant des problèmes d'addiction ou ceux qui sont en voie de rupture avec la société. Les objectifs de l'activité seront de former les éducateurs sportifs à des stratégies efficaces de prévention des dépendances, y compris le dopage, de renforcer leurs connaissances et leurs compétences en matière de programmes de développement des compétences sociales, et de former les éducateurs sportifs à des méthodes d'identification et d'orientation des jeunes en difficulté et de les soutenir dans ce processus.

*Période de mise en œuvre : du 15/03/2021 au 31/07/2021 et prolongée jusqu'au 30/11/2022.
Coût estimé : 6000 €.*

4. Mise en place d'un centre de jour pour les femmes ayant des problèmes d'addictions dans un hôpital tunisien

Le projet vise à mettre en place un centre de soins de jour, au sein du service d'addictologie de l'hôpital Razi, à La Manouba, en Tunisie, pour les femmes souffrant de troubles liés à la consommation de substances. Ce centre fournira des soins efficaces, fondés sur des données probantes et multidisciplinaires aux femmes souffrant de troubles liés à la consommation de substances.

En raison de la crise sanitaire, qui a fortement impacté l'activité économique et les entreprises en Tunisie, les travaux proprement dits ont été retardés et n'ont pu être achevés que fin décembre 2021. Pour les mêmes raisons, l'élaboration du plan d'action et du parcours thérapeutique n'a pas pu être mise en œuvre. Il fera l'objet d'un nouveau contrat sur un autre budget.

*Période de mise en œuvre : du 01/04/2021 au 31/12/2021
Coût estimé : 30 000 €. Le solde de 9.000 € qui n'a pas pu être dépensé a été reversé au Plan d'Action de la Politique de Voisinage en Tunisie.*

La STADD a soumis une nouvelle proposition d'activité pour 2022 pour un montant de 90 000 € et le solde de 9 000 € du contrat précédent a été ajouté. Cette proposition a été incluse dans le prochain plan d'action de la politique de voisinage en Tunisie qui doit faire l'objet d'une décision future.

5. MedSPAD III

Avec l'Egypte, le Liban et le Maroc, la Tunisie a participé aux réunions du groupe de travail MedSPAD pour préparer le lancement de MedSPAD III au printemps 2021 et a réussi à mener à bien l'enquête malgré toutes les difficultés liées au COVID 19.

L'étude nationale MedSPAD III a démarré comme prévu, malgré les difficultés administratives liées à l'instabilité politique et aux mesures prises suite au pic épidémique survenu en avril-mai en Tunisie.

L'étude a été menée auprès d'un échantillon national représentatif de lycéens inscrits en première et deuxième année d'enseignement secondaire (327 classes dans les secteurs public et privé). Elle a concerné environ 6000 lycéens âgés de 16 à 18 ans parmi ceux qui ont participé à l'enquête.

L'analyse des données et la rédaction du rapport ont été terminées et envoyées aux coordinateurs régionaux du rapport MedSPAD 4th (équipe CNR).

Période de mise en œuvre : du 01/4/2021 au 31/12/2021.

Coût estimé : 30 000 €.

6. Analyse des eaux usées pour l'estimation de la consommation de drogues illicites, y compris les nouvelles substances psychoactives, en Tunisie par la population générale : 2nd phase

Les objectifs de l'activité de cette deuxième phase sont, d'une part, de finaliser la première partie de l'étude (réalisée en 2019 et 2020) et, d'autre part, d'évaluer et de surveiller la consommation de drogues illicites et, en particulier, de nouvelles substances psychoactives dans la population.

Période de mise en œuvre : du 01/02/2022 au 31/12/2022

Coût estimé : 14 000 €.

7. L'impact de la gestion du temps libre des écoliers sur leurs comportements addictifs en Tunisie

Cette activité s'inscrit dans la continuité du projet pilote lancé en 2020 avec un financement de MedNET/Groupe Pompidou. Le projet pilote a permis la création d'un espace de discussion entre les enseignants et les associations de parents d'élèves sur le thème des addictions et l'identification des infrastructures sportives, culturelles et récréatives disponibles dans la ville pour les élèves d'une classe de 8^{ème} année par établissement secondaire par gouvernorat pour un total de 5 gouvernorats en Tunisie.

Ce projet vise à apprendre aux écoliers de différents milieux sociaux à consacrer leur temps libre à des activités culturelles, technologiques ou sportives épanouissantes, selon leur choix. Ils sont guidés dans cette démarche par les enseignants et les représentants des associations de parents d'élèves.

Période de mise en œuvre : du 04/07/2022 au 31/05/2023

Coût estimé : 26 000 €.

II. MedSPAD

Le comité MedSPAD s'est tenu en format hybride à Paris le 14th juin avec 22 participants et des représentants de l'ONUJDC et de l'Organisation de l'Union Africaine.

Le rapport régional MedSPAD 4 contiendra les données de 11 pays, dont les nouveaux résultats des 3 pays du sud de la Méditerranée qui ont mené l'enquête MedSPAD en 2020-2021 : Maroc, Tunisie et Egypte.

Le CNR, consultant MedSPAD, a entrepris un certain nombre d'actions pour harmoniser avec les 3 pays la méthodologie de l'enquête et la rendre plus proche de celle d'ESPAD. Différentes étapes ont été entreprises pour nettoyer les nouveaux sets de données et produire la version finale. Un set de données commun aux 11 pays a été développé pour la première fois.

Après une vérification minutieuse des tableaux de résultats par chacun des trois pays, une version préliminaire du rapport a été diffusée à tous les pays MedSPAD inclus dans le rapport.

Le Secrétariat est en train de produire une publication ISBN du Conseil de l'Europe avec ce IV Rapport Régional MedSPAD. Il s'agira de la première publication ISBN du réseau MedNET.

Date d'exécution du contrat pour la coordination scientifique de MedSPAD : 01/01/2020 au 31/12/2021 ; prolongation du contrat jusqu'au 30 juin 2022.

Coût estimé : 50 000 €.

Coût estimé d'impression : 5069 €

Projet-passerelle MedSPAD-ESPAD sur l'utilisation des données dans la prévention,

Une activité totalement nouvelle a été lancée en juillet 2021.

Cette idée a été mise en œuvre par le CNR sur une idée proposée par le Secrétariat.

La proposition de projet visait les objectifs suivants :

- étudier et évaluer l'utilisation des données des enquêtes scolaires (ESPAD et MedSPAD principalement et autres enquêtes scolaires) dans les régions européennes et méditerranéennes
- Rédiger un rapport sur l'utilisation réelle et potentielle des enquêtes en milieu scolaire dans la planification et l'évaluation des politiques et de la prévention

1. Rapport d'avancement du projet de pont ESPAD - MedSPAD

Le projet couvre les données de 40 pays classés en 5 zones géographiques.

L'équipe du CNR, en coopération avec le Groupe Pompidou/le secrétariat MedNET, a développé une enquête en ligne ciblée sur les différents groupes de parties prenantes en utilisant un outil d'enquête en ligne approprié. L'enquête a été lancée en avril 2022, et elle restera ouverte jusqu'à la fin du mois de juillet 2022.

[ESPAD-MedSPAD Web Survey webpage](#)

Date de mise en œuvre pour le projet MedSPAD-ESPAD Bridge : du 01/07/2021 au 31/12/2022

Coût estimé : 51 627 €.

III. MedNET et participation aux activités du Groupe Pompidou

Cours exécutif sur la politique des drogues

Participation : Liban ; Égypte.

Ce cours avancé de l'International Drug Policy Academy est destiné aux professionnels qui travaillent en tant que managers ou membres d'équipe senior dans le domaine des politiques en matière de drogues et de dépendances. Le cours contient tous les domaines de compétences clés nécessaires à l'exercice de fonctions managériales liées au développement, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques en matière de drogues. Le cours est proposé à un maximum de 20 participants.

Format d'apprentissage : Chaque module comprend un séminaire de 4 jours en résidence. Entre les modules, les participants travaillent sur un projet de recherche sous la direction d'un superviseur désigné. Le format de travail pendant les séminaires est hautement interactif et la langue du cours est l'anglais.

Programme :

Module 1 - Politique du domaine de compétences : Santé, sécurité, droits de l'homme

Module 2 - Domaine de compétence Science : Substances, comportement, dépendances

Module 3 - Pratique du domaine de compétences : Suivi, évaluation, communication

Dates et lieu :

Module 1 : 24-27 août 2021, Centre européen de la jeunesse, Strasbourg, France

Module 2 : 30 novembre - 3 décembre 2021, Université internationale de Venise, Italie

Module 3 : 26-29 avril 2022, Université de Malte, La Valette - Malte

Résultat :

Une fois le cours terminé avec succès, les participants se sont vus décerner le "Certificat en gestion avancée de la politique des drogues" par l'Académie internationale de politique des drogues au cours du module 3 en avril 2022.

Activités de maintien de l'ordre :

1) RÉUNION DU GROUPE AÉROPORTS -DATE 1 2 juin 2022

Participation à MedNET : Algérie et Espagne

Des policiers, des douaniers, des agents frontaliers, des procureurs, des juges et d'autres agents chargés de l'application de la loi y ont participé, ainsi que des représentants d'organisations internationales, des autorités réglementaires, de l'aviation commerciale et des experts.

Objectif :
Développer et harmoniser des outils et des systèmes pour améliorer la détection des drogues dans les aéroports européens. Se réunissant une fois par an, le groupe sert principalement de forum pour l'échange de pratiques et d'opérations sur le trafic de drogues via l'aviation commerciale.

Résultat :
L'objectif global est de réduire le trafic illégal en partageant des informations sur l'amélioration des mesures de contrôle, de gestion des risques, de profilage, de détection et d'investigation.

IV. MedNET et la politique de voisinage du Conseil de l'Europe

La politique de voisinage du Conseil de l'Europe a été adoptée par les ministres des Affaires étrangères des 47 États membres à Istanbul le 11 mai 2011. Elle vise à promouvoir le dialogue et la coopération avec les pays et régions du voisinage de l'Europe qui demandent l'assistance du Conseil de l'Europe, sur la base des valeurs communes des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit.

Le programme Sud a été lancé en 2012 en tant qu'initiative stratégique conjointe entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe pour soutenir les réformes démocratiques dans le sud de la Méditerranée et répondre aux besoins des pays de la région. MedNET a reçu un financement dans le cadre des programmes Sud I et II et III et V.

Dans le cadre du programme Sud I (2012-2014), MedNET a reçu un financement d'un montant de 161 939 €, soit 4 % du budget total (4 048 660 €).

Dans le cadre du programme Sud II (2015-2017), MedNET a reçu un financement d'un montant de 268 319 €, soit 4 % du budget du programme Sud II (6 886 828 €).

Dans le cadre du programme Sud III (2018-2019), MedNET a reçu un financement d'un montant de 50 000 €, représentant 1,4 % du budget du programme Sud III (3 334 000 €).

Dans le cadre du Programme Sud V (2022-2025), MedNET reçoit un financement d'un montant de 100 000 €.

MedNET a reçu un financement, pour la deuxième fois, dans le cadre des partenariats de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc et la Tunisie : 193 000 € (2019-2021).

Le Secrétariat du GP a soumis des projets pour les prochains partenariats de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc et la Tunisie (2022-2025) en juin 2021 et a révisé les propositions qui ont été saisies dans le système PMM (méthodologie de gestion des programmes) en juillet 2022 pour examen complémentaire et décision par les donateurs.

V. MedNET et les autres organisations internationales

1) Coopération avec l'EMCCDA

MedNET travaille avec l'EMCCDA depuis la conférence de haut niveau de MedNET en 2009. Depuis lors, l'EMCCDA a pris part à toutes les activités de MedNET impliquant la création de centres nationaux de ressources et de surveillance des drogues et des addictions et a assisté aux réunions du comité directeur de MedNET en tant qu'observateur.

Le secrétariat MedNET participe en tant qu'observateur aux réunions du comité consultatif du projet **EU4 Monitoring Drugs**, financé par l'UE et mis en œuvre par l'OEDT. L'objectif de ce projet est de faire le lien entre les problèmes liés aux drogues, les questions de sécurité et les menaces sanitaires dans l'Union européenne et les pays voisins. Le projet couvre 13 pays partenaires de la politique européenne de voisinage (PEV) avec un budget de 3 millions d'euros sur 4 ans (2019-2022).

2) Coopération avec la Commission européenne par l'intermédiaire du Conseil de l'Europe

Coopération dans le cadre du programme Sud V : coopération entre le Conseil de l'Europe et la Commission européenne

Dans le cadre de la politique de voisinage du Conseil de l'Europe, MedNET bénéficie du programme commun Sud V financé par l'UE et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe (voir paragraphe ci-dessus).

3) Coopération avec l'UNICRI (Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice)

MedNET a été impliqué dans le **projet UNICRI sur le rôle des familles dans la prévention de la consommation de drogues et dans la construction de parcours de résilience et de réhabilitation chez les jeunes**. MedNET a soutenu le projet UNICRI sur les besoins des familles pour la prévention de la consommation de drogues chez les jeunes. Le projet visait à identifier et à explorer les aspects prioritaires pour soutenir et consolider le rôle protecteur de la famille dans la prévention de la consommation de drogues chez les jeunes. Le projet pilote, basé sur une approche spécifique au contexte, a inclus des activités de recherche dans trois pays (Italie, Liban et Tunisie) impliquant des familles, des institutions gouvernementales, des organisations de la société civile, des experts nationaux et d'autres acteurs clés travaillant actuellement dans le domaine de la prévention et du traitement.

4) Coopération avec l'OMS

La coopération avec l'OMS a commencé avec la réunion MedNET de novembre 2020, lorsque l'OMS a été invitée à participer en tant qu'observateur.

5) Coopération avec l'ONUDC

L'ONUDC a participé au comité MedSPAD 2022 et est invité à participer au comité MedNET qui se tiendra à Chypre les 18 et 19 octobre.

6) Commission de l'Union Africaine

La Commission de l'Union Africaine a participé au comité MedSPAD 2022.

VI. MedNET et les droits de l'homme

Lors de la réunion du comité de pilotage MedNET du 19 novembre 2019, présidée par le Prof. Nabil Ben Salah, et sous l'impulsion du Prof. Jallal Toufiq du Maroc, une discussion sur " **Les droits de l'homme et les personnes qui consomment des drogues dans la région méditerranéenne : situation actuelle, défis et avenir** " a eu lieu sur la base de quelques recherches initiales menées dans ce domaine par le secrétariat du Groupe Pompidou dans les 17 pays MedNET de l'époque.

Le professeur Jallal TOUFIQ a modéré la discussion, qui s'est concentrée sur les points suivants : *la consommation de drogues en tant qu'état pathologique ; la nécessité d'un traitement disponible, accessible, abordable et fondé sur la science ; la nécessité d'une réhabilitation et d'une réinsertion sociale ; la nécessité de lutter contre la stigmatisation et de promouvoir le droit des personnes qui consomment des drogues à créer leurs propres ONG et groupes d'entraide, et de promouvoir une stratégie visant à réduire les conséquences sanitaires, économiques, sociales et juridiques de la consommation de drogues.*

La publication **P-PG/MedNET (2020) 4 du 22 avril 2020 "Les droits de l'homme et les personnes qui consomment des drogues dans la région méditerranéenne : situation actuelle dans 17 pays MedNET"** donne un aperçu du sujet.

La discussion a permis aux participants de mieux comprendre la signification des droits de l'homme dans les politiques en matière de drogues et de partager des idées et des bonnes pratiques dans ce domaine.

Cet objectif est lié à la "déclaration de Stavanger" adoptée lors de la conférence ministérielle du Groupe Pompidou en 2018, et qui souligne "**les droits de l'homme comme pierre angulaire fondamentale de la politique en matière de drogues**", conformément à la mission essentielle du Conseil de l'Europe.

En raison de l'importance du sujet et de l'accent mis sur les droits de l'homme dans le programme de travail du Groupe Pompidou, il a été décidé de procéder en 2022 à une deuxième collecte de données parmi les pays MedNET.

L'exercice a demandé aux représentants des pays MedNET de mettre à jour leurs réponses données en 2020 avec les questions suivantes :

Comment la question des enfants est-elle prise en compte dans la politique en matière de drogues ? Ce sujet pourrait inclure deux aspects : les enfants dont les parents consomment des drogues et les enfants qui consomment eux-mêmes des drogues.

Comment la dimension de genre est-elle prise en compte dans la politique en matière de drogues ? Les femmes sont-elles considérées comme ayant des besoins particuliers ? Des services spécifiques sont-ils disponibles ?

Une question qui concerne à la fois les femmes et les enfants est celle des femmes enceintes qui consomment des drogues, y a-t-il des services à leur disposition ? Existe-t-il un suivi pour le nouveau-né (jusqu'à quel âge ?)

La question de la communauté LGBTQI est-elle prise en compte ? (stigmatisation, difficultés accrues pour se faire soigner, etc.)

Santé et prison : l'accès au traitement ne doit pas s'arrêter à la porte de la prison, le traitement doit être disponible pour tous en prison : quel type de services de traitement des addictions en prison est disponible ? Existe-t-il un programme de réhabilitation ? Une continuité du traitement après la prison ?

Évolution de la politique : de la criminalisation à la maladie, la politique considère-t-elle les consommateurs de drogues comme des criminels ou comme des personnes ayant besoin d'aide et de traitement ? (Y a-t-il une augmentation de l'ouverture de centres de traitement) ?

Quelle est la participation des personnes qui consomment des drogues dans le processus de prise de décision concernant les politiques en matière de drogues ?

Impact de COVID-19 : quelles conséquences sur la politique drogues et quels enseignements en tirer sur l'offre de traitement ? sur les modalités de traitement ?

18 pays (Algérie, Croatie, Chypre, France, Grèce, Jordanie, Egypte, Italie, Liban, Malte, Maroc, Palestine, Portugal, Slovénie, Espagne Suisse, Tunisie, Turquie) ont contribué à la publication ISBN 2022 qui a été mise à disposition lors de la réunion MedNET de Chypre.

VII. MedNET et la dimension de genre dans les politiques en matière de drogues

A l'initiative de l'Italie, MedNET a été impliqué dans les activités suivantes soutenant l'intégration d'une dimension de genre dans les politiques de drogues :

- Neuf pays MedNET ont contribué à la publication de 2015 sur la dimension sexospécifique de l'usage non médical des médicaments sur ordonnance (Chypre, Égypte, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc et Tunisie).
- Les pays MedNET ont participé à un séminaire sur les drogues, les femmes et la violence qui s'est tenu à Rome en décembre 2015, et en 2016 à une enquête sur les drogues du viol.
- En juin 2017, les pays MedNET ont participé à un séminaire à Rome sur le thème "Les femmes et les drogues : de la politique aux bonnes pratiques".

De 2018 à 2022, les pays MedNET ont continué à inclure une dimension de genre dans leurs activités, notamment dans les projets suivants :

- Projet tunisien de prévention et de traitement des addictions chez les adolescents
- Projet égyptien portant sur un modèle de soins pour les patients à double diagnostic
- Un projet égyptien pour aider les jeunes dans les établissements correctionnels
- Projet de Tunis sur un centre de traitement spécifique pour les femmes
- Dans le cadre des diplômes d'addictologie, les cursus de Tunis, Rabat, Casablanca et Marrakech comprennent un module consacré à la prévention, au traitement et à la prise en charge des femmes qui consomment des drogues. Les nouveaux cursus lancés en 2021 à Sfax, Monastir et Beyrouth et à Tanger en 2022 comprennent également un tel module.

Tout ce qui précède reflète la volonté de MedNET et du Groupe Pompidou d'intégrer la dimension du genre dans leurs activités dans toutes les activités entreprises.

VIII. Projet MedNET sur la justice pénale et la santé en milieu carcéral

L'évaluation des 15 ans de la coopération MedNET en 2021 a identifié une opportunité concrète pour les pays MedNET du Sud de tirer des enseignements du programme Justice pénale et prisons du Groupe Pompidou² qui a contribué à améliorer les conditions sanitaires et à réduire les dommages liés à la drogue dans les prisons de l'Europe de l'Est et du Sud-Est au cours des 10 dernières années.

Un nouveau projet MedNET axé sur la justice pénale (y compris l'arrestation, la détention par la police et la détention provisoire) et le milieu carcéral dans les pays MedNET³ au sud de la Méditerranée s'attaque aux défis liés à la prévalence relativement élevée de la consommation de drogues chez les personnes arrêtées et incarcérées et à ses conséquences sur le système de santé publique.

²P-PG MedNET (2021) 36

Pont, J (2021). *Normes pour le traitement des personnes souffrant de troubles liés à la consommation de drogues en milieu carcéral*. Document de référence pour l'activité "Développer des systèmes complets de traitement de la toxicomanie en milieu carcéral" dans le cadre de la Coopération en matière de politique des drogues en Europe du Sud-Est (SEE) du Groupe Pompidou. P-PG/SEE-Prison (2021) 2_REV 22 septembre 2021 [document interne du Groupe Pompidou].

³ Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine* et Tunisie.

Quatre pays de MedNET Sud (Algérie, Jordanie, Maroc, Palestine) ont répondu positivement pour participer à l'étude de faisabilité qui a été lancée en avril 2022 et dont les résultats seront discutés lors de la réunion de MedNET Chypre le 18 octobre afin de discuter de la phase de mise en œuvre du projet.

IX. Rôle du secrétariat de MedNET dans l'administration et la coordination du réseau

En 2022, l'équipe MedNET était composée de trois personnes. Il convient toutefois de noter que le temps de travail total était équivalent à **deux personnes travaillant à temps plein**.

Deux employés permanents : 75% dont les salaires sont couverts par le budget ordinaire du PG

- L'adjointe du secrétaire exécutif du Groupe Pompidou qui a consacré 60% de son temps à MedNET.
- la personne en charge des finances au sein de PG qui a consacré 15% de son temps à MedNET

Trois membres du personnel temporaire : contrats de 7 à 9 mois.

- un responsable de projet, travaillant 6 mois pour MedNET
- un assistant juridique, travaillant 6 mois pour MedNET
- un assistant de projet, travaillant 4 mois pour MedNET

L'équipe a veillé au bon fonctionnement du réseau et à la mise en œuvre du programme de travail, tout en cherchant à assurer une synergie avec les autres activités du Groupe Pompidou et les autres entités du Conseil de l'Europe.

L'équipe a effectué les tâches suivantes :

- la coordination avec les 18 correspondants MedNET, les experts désignés pour les différentes activités MedNET et les observateurs ;
- la gestion du budget de MedNET composé de 5 sources de financement :
 - a. les contributions volontaires des pays donateurs
 - b. Programme Sud V mis en œuvre par le CoE et financé par l'UE
 - c. Obtention de fonds auprès du Partenariat de voisinage du CoE
 - d. Financement direct des activités par les pays
 - e. Budget ordinaire PG alloué au groupe de pilotage MedNET
- la gestion du personnel ;
- Utilisation de la méthodologie de gestion de projet telle qu'exigée par le Conseil de l'Europe pour tout financement par budget externe.PMM
- la rédaction de 11 contrats et 7 prolongations de contrats pour l'ensemble des projets qui sont menés dans les pays touchés par la pandémie ;
- la préparation d'un rapport annuel d'activité
- la mise en œuvre et la révision régulière du programme de travail, en fonction de l'évolution politique et d'autres événements imprévus ;
- la coordination du comité MedSPAD ;
- la participation aux réunions des correspondants permanents et du Bureau afin de les informer des activités de MedNET ;
- l'invitation de MedNET aux activités du PG ;
- la collecte de fonds auprès des donateurs réguliers de MedNET et également auprès d'autres donateurs potentiels ;
- la soumission de propositions de projets aux prochains partenariats de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc et la Tunisie (2022-2025).
- la préparation des rapports et la participation aux réunions du Programme Sud V,
- la coopération avec d'autres organisations internationales, en particulier avec l'EMCDDA dans le cadre du programme 4MD de l'UE
- la mise à jour régulière des pages MedNET et MedSPAD sur le site web du Groupe Pompidou, communication sur les médias sociaux et contributions aux lettres d'information du Groupe Pompidou ;

- le choix d'un consultant pour un nouveau projet sur la justice pénale et la santé en milieu carcéral
- l'édition de la publication ISBN MedNET 2022 sur les droits de l'homme
- l'édition de la publication ISBN 2022 MedSPAD Regional report 4

X. Budget et dépenses de MedNET

Ce rapport sert de document de référence unique pour tous les pays MedNET. Seuls les pays qui ont fait une contribution volontaire et qui ont signé un contrat avec le Conseil de l'Europe, reçoivent un rapport financier spécifique à une ou plusieurs activités du réseau.

Le budget de MedNET a un financement multi-sources

- Contributions volontaires des pays donateurs
- Programme Sud I, II, III et V financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe (2012-2025)
- Financement direct des activités par les pays
- Partenariat de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc et la Tunisie (2022-2025)
- Budget ordinaire du Groupe Pompidou depuis 2019

Contributions volontaires en 2022

Contribution de l'Italie en 2022	120 000
Contribution de la France en 2022	
Contribution de la Suisse en 2022	15 000
Total 2022	135 000

Contributions volontaires reçues depuis 2006⁴ *

	Chypre	Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Portugal	Suisse	Total
2006			20 000			10 000		30 000
2007		100 000	100 000	50 000	30 000	5 000		285 000
2008			200 000			5 000		205 000
2009			200 000	50 000		5 000		255 000
2010	5 000		200 000	62 579				267 579
2011	5 000		140 000	22 500				167 500
2012			140 000	117 579				257 579
2013			140 000	80 000				220 000
2014			140 000	40 000				180 000
2015			150 000	40 000				190 000
2016			150 000	60 000				210 000
2017			140 000	120 000				260 000
2018			140 000	120 000		10 000	65 479	335.479
2019			140 000	120 000				260 000
2020		200000	120 000	120 000				440 000
2021				120 000			10 000	130 000
2022				120 000			15 000	135 000
Total	10 000	300 000	2 120 000	1 242 658	30 000	35 000	75 479	3 828 137

⁴ Les contributions volontaires reçues des États membres sont soumises à une redevance administrative prélevée directement par l'administration (depuis 2014, cette redevance représente 7 % du montant reçu).

** Pour certaines activités MedNET, le pays hôte apporte une contribution partielle pour l'événement.

Fonds alloués aux programmes Sud I, II, III et V - (2012-2025)

Programme Sud I (2012-2014),	161 939
Programme Sud II (2015-2017)	268 319
Programme Sud III (2018-2019)	50 000
Programme V du Sud (2022-2025)	100 000
Total SP I, II, III et V	580 258

Partenariat de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc et la Tunisie (2022-2025) : Financement alloué

Plan d'action 2022 – 2025 Maroc : Activités et personnel	<i>Information non disponible</i>
Plan d'action 2022 - 2025 Tunisie: Activités et personnel	<i>Information non disponible</i>
Total	

Activité par PG Budget ordinaire en 2022 : financement estimé

Comité de pilotage MedNET, Chypre, 18 et 19 Octobre	20 000
Total	

Montant total du budget alloué à MedNET (2006-2022)

Contributions volontaires, y compris 2022	3 813 137
Programme Sud I (2012-2014)	161 939
Programme Sud II (2015-2017)	268 319
Programme Sud III (2018-2019)	50 000
Programme V du Sud (2022-2025)	100 000
Programme de politique de voisinage 2016-2017	106 950
Programme de la politique de voisinage 2019-2021	193 000
Programme de politique de voisinage 2022 -2025 (Maroc et Tunisie)	<i>Information non disponible</i>
Budget ordinaire 2019 du PG	52 175
PG Budget ordinaire 2020	2 600
Budget ordinaire PG 2021	33 914
Budget ordinaire PG 2022	55 813
Total	4 852 847

Financement direct des activités par les pays**

	Portugal	
2015	Conférence de Lisbonne sur les addictions : frais d'inscription pour 8 participants	3 200
2017	Conférence de Lisbonne sur les addictions : frais d'inscription pour 16 participants	6 400
2018	MedSPAD 9 Lisbonne, 8 juin (salle, pauses café et déjeuner)	1 650
2019	Conférence de Lisbonne sur les addictions : frais d'inscription pour 14 participants	8 400
2022	Conférence de Lisbonne sur les addictions ; frais d'inscription pour 17 participants	10 200
	Chypre	
2017	Accueil d'une visite d'étude et formation EDPQS pour une délégation égyptienne (sept. 2017)	3 000

2018	Organisation de 2 visites d'étude & formation EDPQS pour les délégations algérienne, libanaise, marocaine, tunisienne et palestinienne (mai et juin 2018).	6 000
2022	Comité de pilotage MedNET, 18 et 19 octobre (Chypre) :	Information non disponible
TOTAL		38 850

Annexe I : Activités MedNET lancées en 2022

Sources de financement :

MedNET : Contributions volontaires 2019-2022
Groupe Pompidou Budget ordinaire 2022

Coordination et mise en œuvre du programme de travail :

Secrétariat MedNET du Groupe Pompidou

1. Activités par pays

Jordanie
Activités
Atelier de 2 jours : prévention et prise en charge des adolescents et des jeunes consommateurs de drogues Amann 17 et 18 juillet avec 2 formateurs d'Egypte
Visite d'étude : prévention et soins des adolescents et des jeunes qui consomment des drogues en Egypte pour 5 personnes 9-13 en automne
Liban
Formation en addictologie sur 2 ans : 30 000 prévu 1 ^{ère} année (novembre 2021-juin 2022) 12 800
Maroc
Activités
Cours d'addictologie Rabat 2021-2022
Cours d'addictologie Casablanca 2021-2022
Cours d'addictologie à Marrakech 2022
Cours d'addictologie Tanger novembre 2022 –2023 (à confirmer)
Formation en addictologie pour le personnel infirmier
Palestine*
Activités
Formation sur l'addictologie et la prévention au Centre national palestinien de réhabilitation (PNCR) à Bethléem (27 juin - 1er juillet).
Programme de réduction des risques pour les personnes souffrant de troubles liés à la consommation de substances et intervention de prévention de la violence sexiste axée sur la consommation de substances.
Portugal
Lisbon addiction (23-25 novembre) ⁵
Tunisie
Activités 2022-2023
Formation en addictologie : DU de Tunis, TBC
Formation entretien motivationnel
Gestion du temps libre chez les élèves dans 26 régions

⁵ Lisbonne Addictions (23-25 novembre) Le SICAD prend en charge les frais d'inscription de 17 personnes : 16 représentants MedNET + 1 secrétariat : 11 050 €. Le Secrétariat MedNET couvre les frais de voyage et de séjour de 7 représentants de pays MedNET.

Analyse des eaux usées - Phase II

2. Regional Activities

2021/2022 MedSPAD ESPAD Projet passerelle

3. Participations aux réunions du comité MedNET et aux événements PG

Activité
Participation à 28 th Réunion du comité MedNET, Chypre Octobre

4. Autres

Activité
Consultant en matière de justice pénale et de santé en milieu carcéral
Publication MedNET 2022 sur les droits de l'homme (réécriture, édition, publication)

Activité
4 th Publication du rapport régional MedSPAD ISBN

Annexe II : Liste des documents MedNET 2022

Reference	Title	Date
1	MedNET Steering committee meeting	06/01/2022
2	MedSPAD Committee Meeting - 14 th June 2022 - Paris	12/01/2022
3	MedNET Summary of proposed activities – to be accepted- internal doc	20/01/2022
4	Final report on Community-Based Treatment and care services for people affected by drug use and dependence in Egypt	21/01/22
5	27th MedNET Steering committee meeting - Report	26/01/2022
6	Community-Based Treatment and care services for people affected by drug use and dependence in Egypt	27/01/2022
7	Community-Based Treatment and care services for people affected by drug use and dependence in Egypt – short form	27/01/2022
8	Strengthening human rights-based responses to drug use disorder in prisons in the MedNET countries of the South Mediterranean and supporting comprehensive drug treatment and rehabilitation and continuity of care: Concept note	3/02/2022
9	2022 MedNET Provisional Work Programme	18/02/2022
10	MedNET Criminal Justice and Health in Prison Project_Nominated Experts list	04/03/2022
11	Liste of participants, MedSPAD Committee Meeting, 14th June 2022, Paris	15/03/2022
12	Human Rights and people who use drugs in the Mediterranean Region: current situation in 18 MedNET countries	15/06/2022
13	MedSPAD Committee Meeting Report, 14 June 2022, Paris	16/06/2022
14	Draft Programme – Capacity Building Seminar Addictology and Prevention – 27-30 June 2022, Bethlehem, Palestine*	
15	MedNET 2022 Draft Activity Report	05/07/2022
16	2020 MedSPAD report in Egypt	
17	2021-2022 MedSPAD report in Morocco	
18	2021-2022 MedSAD report in Tunisia	
19	28 th MedNET Plenary meeting, Draft agenda	07/07/2022
20	MedCJHPP - Baseline Assessment Report (EN/FR)	27/07/2022

Annexe III : Liste des correspondants MedNET en 2022

ALGERIE/ALGÈRIE

M. Daoudi Fateh

Directeur adjoint de la prévention à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie
6, avenue de l'Indépendance
DZ-16000 ALGER

Email : secretariat.onlcdt@gmail.com
Email: daoudimaill@yahoo.fr

CYPRUS/CHYPRE

Mme Leda CHRISTODOULOU

Chargé de mission
Département des politiques
Autorité nationale chypriote en matière de toxicomanie
Iosif Xadjiosif Avenue 35 et Andrea Avraamide Strovolos,
1st étage
NICOSIA

Email: leda.christodoulou@naac.org.cy
www.naac.org.cy

CROATIA/CROATIE

M. Željko PETKOVIĆ

Chef du Bureau de lutte contre la toxicomanie
Gouvernement de la République de Croatie
Preobrazenska 4/II
HR - 10000 ZAGREB

Email: zeljko.petkovic@hzjz.hr

EGYPT/EGYPTE

Prof. Menan Abd-El-Maksoud RABIE

Secrétaire général
Secrétariat général de la santé mentale et
Traitement de la toxicomanie
Ministère de la santé et de la population
CAIRO

Email: extaffairs@gsmhat.gov.eg
Email: menanrabie@gmail.com

FRANCE

M. Nicolas PRISSE

Président de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et les Conduites Addictives MILDECA
69, rue de Varenne
75007, PARIS

Email: nicolas.prisse@pm.gouv.fr

Mme Laura D'ARRIGO

Conseillère Diplomatique, MILDECA
Service du Premier Ministre

Email: laura.d-arrigo@pm.gouv.fr
Assistant : cabinet.mildeca@pm.gouv.fr

GREECE/ GRÈCE

M. Gerasimos PAPANASTASATOS

Chef du département de la recherche et
Conseiller principal sur la politique en matière de drogues
auprès du National
Coordinateur des médicaments
Centre de thérapie pour personnes dépendantes
(KETHEA)
Sorvolou 24
GR - 11636 ATHENS

Email: gpapanastasatos@kethea.gr
Email 2 : gpapanastasatos@gmail.com
<http://www.kethea.gr/en-us/home.aspx>

ITALIE/ITALIE

Dr Elisabetta SIMEONI

Email: e.simeoni@palazzochigi.it

Directeur général
Chef du bureau technique Affaires scientifiques et
générales
Présidence du Comité des Ministres
Département des politiques anti-drogues
Via della Ferratella, 51
I - 00184 ROMA

JORDAN/ JORDANIE

M. Jamil ALHABAIBEH

Chef de la section des affaires internationales
Département anti-narcotique
AMMAN

Major: Abdal-Majeed Al-khawaldah
Head of external Coordination office
Anti-Narcotics Department
The Hashemite Kingdom of Jordan
Intl.affairs@psd.gov.jo

Email: [intl.affairs@psd.gov.jo](mailto:Intl.affairs@psd.gov.jo)

LIBAN/ LIBAN

Prof. Ramzi HADDAD

Chef du département de psychiatrie, Université libanaise
Cofondateur de Skoun, le centre libanais de lutte contre
les toxicomanies
P97 Rue Monot
20272101 Achrafieh
BEYROUTH

Email: ramzi.hadd@gmail.com

Email 2: ramhadd@inco.com.lb

MALTA/ MALTE

Prof. Marilyn CLARK

Département de psychologie
Faculté du bien-être social
Université de Malte
Coordinateur du cours MSc Addiction Studies
Coordinateur du cours de Master de Psychologie en
Psychologie légale
Président - Chambre des psychologues de Malte

Email: marilyn.clark@um.edu.mt

MAROC/MAROC

Prof. Jallal TOUFIQ

Directeur de l'hôpital psychiatrique de l'université d'Ar-razi
et du centre national de prévention, de traitement et de
recherche en matière de toxicomanie.
Directeur de l'Observatoire national des drogues et des
toxicomanies
Hôpital Universitaire AR-RAZI
Centre National de Prévention et de Recherche en
Toxicomanies
Rue Ibnou Rochd
MA - 11005 VENTE

Email: jtoufiq@yahoo.fr

PALESTINE*

Mme Maria AL-AQRA

Directeur de la coopération internationale
Ministère de la santé

Dr. Saed BALIBISI

Directeur du centre de traitement alternatif
Ministère palestinien de la santé

Email: drsaed2005@gmail.com

VILLE DE RAMALLAH

PORTUGAL

Mme Sofia SANTOS

Chef de la division des relations internationales
 Chef du point focal portugais auprès de l'OEDT
 Direction générale de l'intervention sur les addictions.
 Comportements et dépendances (SICAD)
 Parque de Saúde Pulido
 Alameda das Linhas de Torres - N° 117
 Edifício SICAD
 P - 1750-147 Lisboa

Email: sofia.santos@sicad.min-saude.pt

SLOVENIA/SLOVENIE

Mr Jože HREN

Secretary
 Ministry of Health, Directorate for Public Health
 Stefanova ul. 5, SI – 1000 LJUBLJANA

E-mail: joze.hren@gov.si

SPAIN/ESPAGNE

Ms. Elena ALVAREZ MARTIN

Deputy Director of Institutional Relations
 Government Delegation for the National Plan on Drugs
 Ministry of Health, Consumer Affairs & Social Welfare
 Plaza de Espana
 E-28071 MADRID

E-mail: ealvarezm@mscbs.es

SWITZERLAND/SUISSE

Ms. Diane STEBER BUCHLI

Federal Department of Home Affairs FDHA
 Federal Office of Public Health FOPH
 Division of International Affairs International Drug Policy
 Switzerland
 Schwarzenburgstrasse 157, 3003 Bern

E-mail : diane.steber@bag.admin.ch

TUNISIA/TUNISIE

Prof. Nabil BEN SALAH

Directeur Général
 President of the National Technical Committee for the
 Control of Addictions and Addictive Behaviours
 TUN- 1089 Monfleury

E-mail: nabil.bensalah1952@gmail.com

Prof. Haifa ZALILA

Professor of Psychiatry - Head of the emergency and
 consultation department at Razi Hospital
 General Secretary of the Tunisian Society of Addictology

E-mail: haifa.zalila@fmt.utm.tn

TURKEY/TURQUIE

Edibe Sinem ATAY

Head of Department, Ministry of Foreign Affairs
 TR - ANKARA
 Tel.: +90 312 292 25 83

Email: sinem.atay@mfa.gov.tr

OBSERVATEURS/OBSERVERS

EMCDDA

Mme Cécile MARTEL

Chef de secteur - Coopération internationale
 Coordinateur des partenaires externes
 Unité Reitox et partenaires externes
 Praça Europa 1, Cais do Sodré

1249-289 LISBON, Portugal

M. Danilo BALLOTTA

Coordinateur - Relations institutionnelles
Unité Reitox et partenaires externes
Analyste politique principal - Soutien au secteur politique
Unité de santé publique

Email: cecile.martel@emcdda.europa.eu

Email: Danilo.Ballotta@emcdda.europa.eu

**EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION
EUROPEENNE**

Mr Peter MIHOK

Policy Officer
DG HOME
Rue du Luxembourg 46, BE – 1050 BRUXELLES

E-mail: peter.mihok@ec.europa.eu

OMS

M. Vladimir POZNYAK

Chef d'unité Alcool, drogues et comportements addictifs
(ADA)
Département de la santé mentale et de la toxicomanie
Organisation mondiale de la santé
20, Avenue Appia
CH-1211 Genève 27
Suisse
Tél : +41 22 791 43 07

Email: poznyakv@who.int

**DG I - Direction générale des droits de l'homme et de
l'État de droit/ Conseil de l'Europe
F - 67075 Strasbourg Cedex/Groupe Pompidou**

Secrétariat MedNET

Florence MABILEAU

Adjointe au Secrétaire Exécutif du Groupe Pompidou

Email: florence.MABILEAU@coe.int

Ourania BOTSI

Chef de projet / Project Officer

Email: Ourania.BOTSI@coe.int

Ana TRUDOV

Assistant / Assistante

Email: Ana.TRUDOV@coe.int

Lamia ABDENNOURI

Assistant/Assistante

Email : lamia.abdennouri@coe.int